

Index AI : PRE01/638/2011  
21 December 2011

## **Éthiopie. Les journalistes suédois doivent être libérés immédiatement et sans condition**

Deux journalistes suédois ont été condamnés par un tribunal éthiopien uniquement pour avoir exercé leur métier et il faut les libérer immédiatement et sans condition, a déclaré Amnesty International mercredi 21 décembre.

Martin Schibbye et Johan Persson ont été déclarés coupables de « soutien au terrorisme » et de « violation de la souveraineté territoriale ou politique » du pays en pénétrant illégalement sur le territoire dans le but de commettre un certain nombre d'actes prohibés.

La peine à laquelle ils sont condamnés sera annoncée le 27 décembre. Le procureur a réclamé 18 ans de réclusion.

« Rien ne permet de penser que ces deux hommes soient entrés en Éthiopie avec d'autres intentions que celle de faire leur travail légitime de journalistes. Le gouvernement choisit d'interpréter le fait de rencontrer une organisation terroriste comme une manifestation de soutien envers ce groupe et donc comme un acte de terrorisme », a déclaré Claire Beston, chercheuse d'Amnesty International sur l'Éthiopie.

« Amnesty International estime qu'aucun élément ne prouve que ces deux hommes soutiennent les objectifs du FLNO ou qu'ils se soient rendus coupables d'actes répréhensibles. Nous pensons que ces hommes sont des prisonniers d'opinion, poursuivis en raison de leur travail légitime », a expliqué Claire Beston.

Les dispositions trop larges de la Loi relative à la lutte contre le terrorisme permettent aux autorités de pénaliser l'exercice de la liberté d'expression.

Martin Schibbye et Johan Persson ont été arrêtés en Éthiopie, sur le territoire somali, le 1er juillet 2011. Ils étaient entrés clandestinement dans la région pour rencontrer le Front de libération nationale de l'Ogaden (FLNO), considéré comme un groupe terroriste et interdit depuis juin 2001 par le gouvernement éthiopien. Les journalistes ont déclaré qu'ils enquêtaient sur des liens présumés entre une entreprise suédoise et des opérations d'exploration pétrolière menées dans la région.

Des informations faisant état de violations des droits humains commises par les soldats du gouvernement éthiopien et leurs alliés paramilitaires continuent d'arriver en provenance du territoire somali. L'accès à cette région est extrêmement restreint par le gouvernement d'Éthiopie.

Trois journalistes éthiopiens sont actuellement en instance de procès pour des infractions liées au terrorisme. Amnesty International pense qu'eux aussi sont poursuivis en raison de leur travail légitime.

« Cette vague d'arrestations et de poursuites constitue une attaque contre la liberté d'expression de la part

d'un gouvernement déterminé à empêcher que se répandent les histoires qu'il ne souhaite pas voir racontées », a déclaré Claire Beston.

Amnesty International a récemment diffusé un rapport intitulé [\*Dismantling Dissent: Intensified crackdown on free speech in Ethiopia\*](#), qui explique qu'au moins 114 personnalités politiques de l'opposition et journalistes éthiopiens ont été arrêtés depuis mars 2011 essentiellement en raison de leurs activités légitimes et de leur critique pacifique du gouvernement.

Notes aux rédacteurs

Amnesty International continue de prier instamment le gouvernement éthiopien d'autoriser l'accès au territoire somali pour les journalistes, les chercheurs spécialistes des droits fondamentaux et d'autres observateurs indépendants afin que ces personnes puissent évaluer la situation en matière de droits humains.